



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Mme Forti
☎ 03.87.34.89.01

ARRETE

N° 2004-AG/2- 68

en date du

25 FEV. 2004

prescrivant à la société Koch Jean Sarl des travaux de
remise en état de son ancien site d'exploitation, route
de Vergaville à Dieuze.

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement - livre V titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions susvisées et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 80-AG/3-10 du 7 janvier 1980 autorisant les établissements Jean Koch à Dieuze à exploiter un chantier de récupération de métaux et un atelier de fusion de l'aluminium situés sur la zone industrielle route de Vergaville à Dieuze ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2003-AG/2-48 du 17 février 2003 prescrivant à la société Koch Jean Sarl des analyses et une étude simplifiée des risques de son site de Dieuze ;

Vu le diagnostic initial, étape A de l'étude simplifiée des risques réalisé par le bureau d'études Sakosta et présenté dans son rapport F03.007A du 22 avril 2003 ;

Vu le diagnostic initial, étape B de l'étude simplifiée des risques réalisé par le bureau d'études EnvirEauSol (anciennement Sakosta) et présenté dans son rapport F03.007B du 14 août 2003 ;

Vu le fax du 26 novembre 2003 du bureau d'études EnvirEauSol à la DRIRE Lorraine, Groupe de subdivisions de Forbach complétant son rapport F03.007B du 14 août 2003 ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 23 décembre 2003 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 22 janvier 2004 ;

Considérant que les résultats de l'étude simplifiée des risques élaborée par le bureau d'études EnvirEauSol classe le site de la société Koch Jean Sarl en classe 1, 2 ou 3 selon les zones ;

Considérant qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux complémentaires de remise en état du site de manière à ce qu'il ne s'y présente plus aucun des dangers ou inconvénients visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

ARRETE :

Article 1er

La société Koch Jean Sarl fera procéder, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, à l'élimination vers un centre de traitement dûment autorisé des terres fortement polluées présentes sur son ancien site d'exploitation de Dieuze. Ces terres ont été référencées par les études des sols réalisées par le bureau d'étude EnvirEauSol et remises par l'exploitant dans son courrier à l'inspection des installations classées du 5 septembre 2003 comme les terres des tas 1, 2 et 4 repérés sur le plan joint en annexe au présent arrêté.

Article 2

La société adressera au Préfet un extrait du livre foncier attestant l'inscription de restrictions d'usage de son ancien site d'exploitation au seul usage industriel.

Article 3

La société fera procéder à la réalisation d'un fossé drainant les eaux de ruissellement en amont du site. Ce fossé devra être réalisé de telle manière que les eaux de ruissellement ne puissent pas transiter via le site et lessiver les terres qui y sont présentes.

Article 4

La société fera procéder à la mise en place d'une clôture d'au moins 2 mètres de haut interdisant efficacement l'accès au site.

Article 5

La société fera procéder au nettoyage du site. Notamment, les résidus de métaux et autres matériaux hérités de l'exploitation du site présents sur le sol seront évacués vers un centre de traitement ou de recyclage dûment autorisé.

Article 6

A l'exception des prescriptions de l'article 1, les prescriptions imposées au titre du présent arrêté devront être respectées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant remettra au préfet un mémoire sur les modalités de remise en état du site de Dieuze dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Ce mémoire présentera notamment la destination future du site.

Article 7 – Imputation des coûts

Les travaux nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

Article 8

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1. du titre I du livre V du Code de l'Environnement, indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 9 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Dieuze et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 10 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

Article 11 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Château Salins,
le Maire de Dieuze,
les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Metz, le

25 FEB 2004

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Marc-Antoine BARTHELEMY